

LE TEMPS

défense Mardi 22 juillet 2014

Pas de visite suisse auprès de l'armée israélienne

Par Yves Petignat Berne

En raison de la guerre, la Commission de politique de sécurité du National devrait renoncer à une visite à Tsahal. Le conflit meurtrier de Gaza pèsera sur l'achat de drones à l'industrie israélienne

En raison de la situation politique et humanitaire créée par l'intervention israélienne et les combats dans la bande de Gaza, la Commission de politique de sécurité (CPS) du Conseil national devrait renoncer à se rendre en Israël cet automne.

Une visite suisse auprès de l'armée israélienne après les affrontements et les bombardements qui ont déjà fait plus de 570 morts Palestiniens et 25 du côté militaire israélien n'aurait, en effet, pas manqué de susciter une polémique en Suisse.

«La décision n'est pas encore prise. Nous en discuterons lors de la prochaine séance de la commission. Mais personnellement, je suis d'avis d'y renoncer vu ce qui se passe actuellement», confirme le président de la CPS, Thomas Hurter (UDC/SH).

L'invitation avait été transmise par son homologue israélien il y a deux ans à la présidente de la CPS de l'époque, la socialiste Chantal Galladé. Et en raison du calendrier chargé lié au projet d'achat de l'avion suédois Gripen, puis des élections de 2015, seule la période de l'automne 2014 était favorable. Mais aucune date précise n'avait encore été fixée en commun avec le parlement israélien et l'armée.

La visite des parlementaires suisses devait notamment leur permettre de s'informer sur le projet d'achat de drones de reconnaissance Hermes 900 HFE de l'entreprise israélienne Elbit Systems pour un montant de 250 millions de francs. Cette acquisition devrait figurer dans le programme d'armement 2015.

L'intervention musclée de l'armée israélienne ne manquera donc pas de s'inviter dans le débat de la commission dès cet automne, admet Thomas Hurter. Et les débats pourraient être chauds. «Les conséquences humanitaires et politiques de ces affrontements pèseront lourd dans nos discussions. Cela compliquera notre décision», admet-il.

Nombre de députés, notamment à gauche, ont en effet déjà fait part de leur malaise à collaborer avec l'armée israélienne. Pour autant, Thomas Hurter ne croit pas que cela remettra en cause le projet d'acquisition. «Notre armée a besoin de ce système de drones. Ceux-ci ne seront pas armés. Et il se trouve que c'est Israël qui construit les meilleurs appareils. Or, nous devons offrir à nos soldats le matériel le plus performant. Notre collaboration avec Israël sera strictement technique.»

L'achat de drones israéliens par la Suisse suscite toutefois un mouvement de résistance, encore timide, dans le pays. Une pétition lancée par l'organisation pro-palestinienne BDS-Suisse (Boycott-Désinvestissement-Sanctions), appuyée par divers mouvements comme Attac Suisse, SolidaritéS, Collectif urgence Palestine ou le Parti suisse du travail, a recueilli déjà plus de 13 000 signatures.

Les deux constructeurs de drones «IAI et Elbit Systems ont développé et testé leurs appareils en surveillant, en réprimant et en tuant des Palestiniens, dont de nombreux civils. Avec l'achat de drones israéliens, la Suisse financerait une technologie qui a été développée et testée dans le cadre de la

politique répressive à l'égard des civils palestiniens, en violation de la 4e Convention de Genève», dit la pétition.

Dans un rapport publié l'an dernier, une ONG britannique, Drone Wars UK, rappelait en effet que durant l'opération «Plomb durci» de décembre 2008 et janvier 2009, les attaques de drones avaient été les armes les plus meurtrières, responsables de 37% des morts.

Membre de la Commission de politique de sécurité, Roland Fischer (PLV/LU) rétorque que l'acquisition de drones non armés ne rend aucunement la Suisse complice d'éventuelles violations des Conventions de Genève protégeant les civils.

«Sinon, il faudrait renoncer à tout achat d'armes ou de systèmes de défense provenant de pays impliqués dans des conflits, comme les Etats-Unis, la France ou la Grande-Bretagne. Que des FA/18 aient pu servir sur des terrains d'opération ne doit pas nous empêcher d'acquérir le matériel américain dont nous avons besoin», souligne-t-il.

Il n'empêche, souligne le professeur Riccardo Bocco, de l'Institut des hautes études internationales et du développement à Genève, que seul le complexe militaro-industriel israélien et américain profite du conflit à Gaza.

Israël est devenu le sixième pays exportateur d'armes pour 2,4 milliards de dollars en 2012. La production de drones, dont Israël est désormais le principal fournisseur au monde, représente les 10%. Pour Drone Wars UK, «le prix pour le boom des exportations de drones israéliens reste, quoi qu'il en soit, payé par les Palestiniens et l'augmentation du nombre de morts».

LE TEMPS © 2014 Le Temps SA